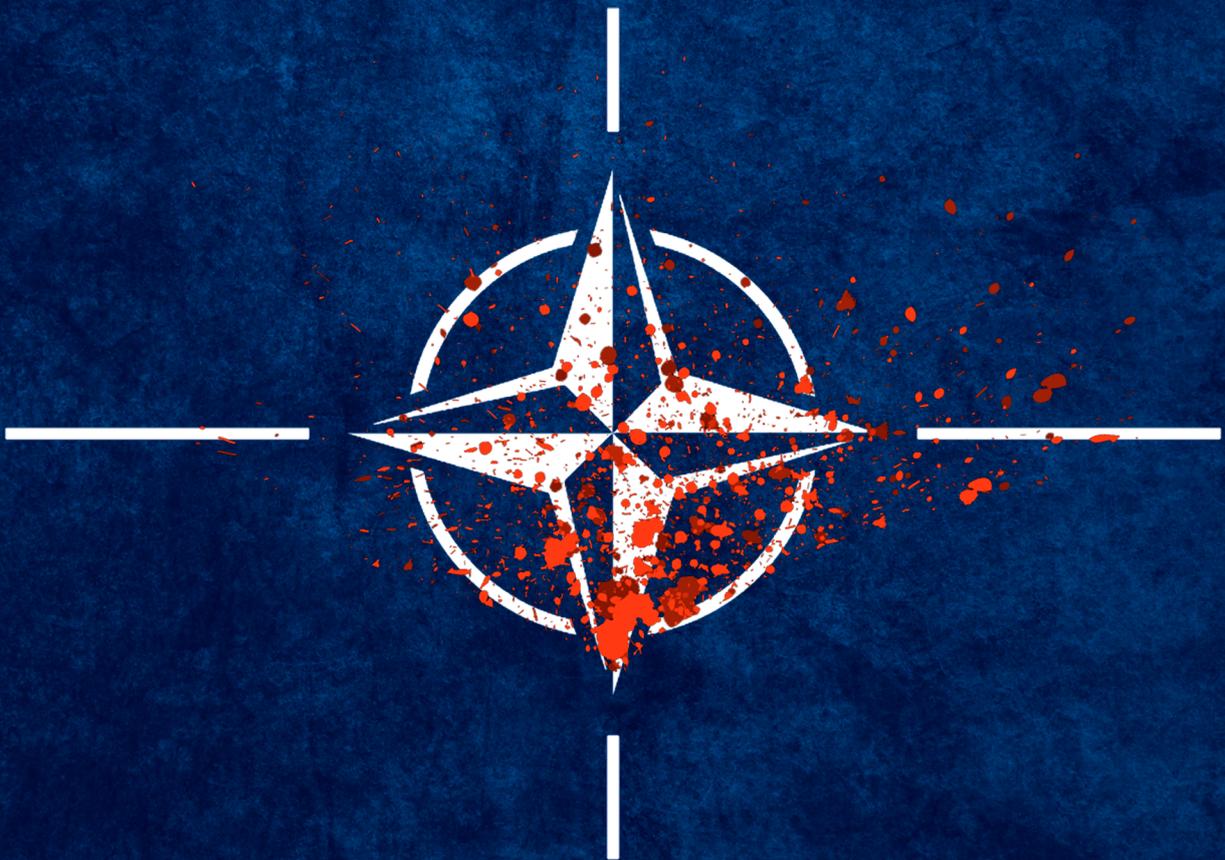


NATO

jamais si cire



ASKAPENA
Euskal Herriko
erakunde
internazionalista

www.askapena.eus

1. Introduction

Ce document se donne pour objectif d'expliquer le rôle actuel de l'OTAN et de l'impérialisme occidental en passant en revue son histoire et les liens entretenus avec Euskal Herria. Souvent, lorsque, en tant qu'anti-impérialistes, nous parlons de cette organisation, nous ne traitons pas des implications qu'elle a chez nous, dénonçant uniquement la situation créée dans les pays attaqués. Mais nous devons être conscients des conséquences et influences que l'OTAN a sur notre peuple.

Tout au long de ce document, nous pourrons trouver, d'un côté, les implications théoriques de l'Impérialisme ainsi que l'histoire et les objectifs de l'organisation politico-militaire de l'impérialisme occidental et l'implication des Etats-Unis et de l'Union européenne dans son développement. D'un autre côté, nous mettrons l'accent sur les conséquences et les influences de cette organisations dans les pays attaqués comme dans notre pays. Enfin, nous donnerons quelques conclusions et lignes de travail afin de nous aider à situer notre travail anti-impérialiste.

Avant de commencer, nous aimerions souligner la difficulté que nous avons eu à trouver des données réelles sur les différents aspects traités. L'obscurantisme des Etats membres, comme les statistiques différentes, ont fait que nous ne pouvons avoir qu'une vision approximative de la réalité. Il est certain que les données réelles soient plus sanglantes que celles exposées ici. Pour terminer, nous aimerions mettre en valeur le travail réalisé par différentes organisations et collectifs comme « Gasteizkoak » dans les différents aspects traités. Sans cet énorme travail, il serait très difficile de construire ce compte-rendu de ce qu'est et de ce que suppose l'OTAN.

ASKAPENA

Au Euskal Herria, le 15 de novembre 2018

2.

L'impérialisme comme phase actuelle de domination

Pour commencer l'analyse de la phase impérialiste, nous devons d'abord revenir sur l'histoire de l'accumulation du capital. Dès son origine, le cadre de développement du mode de production capitaliste a un caractère international. Nous ne pouvons pas comprendre l'apparition de ce mode de production ni de son fonctionnement actuel sans le placer sur la scène mondiale. Autant l'accumulation de capitaux immenses nécessaires pour permettre les premiers bonds technologiques de l'industrie à la fin du XVIIIème siècle et au début du XIXème siècle comme l'augmentation du taux de profit nécessaire à leur reproduction sont des phénomènes incompréhensibles si nous ne prenons pas en considération les relations de domination qui se produisent au niveau mondial.

Le capitalisme, loin de naître de l'austérité et de la rigoureuse capacité d'épargne d'un prétendu naissant secteur bourgeois laborieux, est né à la suite de la mise en place de deux mécanismes coercitifs fondamentaux : d'une part, la confiscation, l'expropriation massive des moyens de production des peuples travailleurs de la métropole et, d'autre part, le pillage des richesses des pays périphériques. L'expropriation a facilité l'entrée massive de main-d'œuvre sur le marché, prête à être exploitée (seule façon de survivre), le pillage a permis l'accumulation nécessaire pour démarrer la machine capitaliste.

Mais si sa genèse reposait sur des rapports de domination extraterritoriaux (pillage), la logique même de la reproduction du système capitaliste (l'exploitation et la logique de maximisation du profit) a, à son tour, une dimension intrinsèquement prédatrice et expansive. C'est-à-dire que le capitalisme se pose fonctionnellement comme un projet de caractère global et violent, combinant des rapports internes de domination de classe et des relations externes de domination entre les pays impérialistes et les pays dépendants.

Ces relations de domination ont varié dans leur modalité d'exécution, c'est-à-dire dans les mécanismes mobilisés pour s'approprier et transférer les richesses des pays dépendants vers les Etats impérialistes. A ses débuts, elle a commencé avec une prééminence politico-mercantile (colonialisme, phase initiale du capitalisme), évoluant vers une matrice commerciale-productive (impérialisme, phase supérieure du capitalisme) pour finalement aboutir à une mondialisation financière, économique et culturelle (globalisation néolibérale, phase supérieure de l'impérialisme) avec la composante militaire comme catégorie transversale à toutes ses phases.

Cela signifie que les différentes phases de l'impérialisme correspondent à l'histoire du développement du mode de production capitaliste dans laquelle la composante coercitive politique directe s'est peu à peu associée au rôle

spontanément coercitif d'un marché chaque fois plus installé et polarisé. C'est un mode de production qui a inévitablement besoin de la conquête de nouveaux territoires sociaux (marchandisation intensive) et géographique (marchandisation extensive), ou, en d'autres termes, a besoin d'être universel pour continuer à se reproduire. En ce sens, malgré le caractère spontané de l'expansion coercitive du marché, l'intervention de l'appareil politico-militaire étatique a joué et continue de jouer un rôle décisif de facilitateur et de garant de la reproduction de ces relations socio-économiques.

Ainsi, tant historiquement que fonctionnellement, les pays dépendants sont insérés dans la structure économique mondiale en fonction des besoins de l'impérialisme, c'est-à-dire en jouant un rôle-clé (réserve de ressources naturelles, main-d'œuvre « bon marché », etc...) dans la reproduction du système capitaliste. Corrélativement, cette place subordonnée implique le transfert d'importantes quantités de richesses, l'établissement de relations de dépendance productive, commerciale, financière et culturelle avec la métropole, bloquant toute souveraineté et développement endogène de ces peuples.

En somme, c'est la tendance expansive intrinsèque à la logique de classe du profit articulée aux différentes réalités étatiques nationales qui permet de comprendre la nécessité de l'existence des relations impérialistes pour assurer la reproduction du système (avec la responsabilité et la fonctionnalité des classes dominantes locales), c'est-à-dire l'existence de relations d'oppression, de pillage et d'exploitation entre les pays impérialistes et les pays dépendants ; et enfin l'existence

de conflits au sein de l'impérialisme au moment de s'approprier des parties du butin.

2.2 GLOBALISATION NÉOLIBÉRALE

A partir des années 1970, le cadre hégémonique d'accumulation et de domination capitaliste, d'ultra-libéralisation économique et d'autoritarisme politique s'est inscrit au niveau international par une écrasante unipolarité politico-militaire et idéologique avec les Etats-Unis comme principale force motrice. En effet, la reformulation des relations de production capitalistes a conduit à repenser les relations impérialistes tant dans leur modalité de domination que dans les acteurs impliqués dans leur mise en œuvre.

Parmi les aspects les plus notables de la mondialisation néolibérale se trouve, en premier lieu, la combinaison de la mercantilisation intensive et extensive, élargissant qualitativement et quantitativement le rayon d'action impérial, c'est-à-dire, en ne laissant aucun espace social ni géographique étranger à la logique du profit. Les pays dépendants ont été les premiers à être écrasés par cette dynamique expansionniste remplissant le rôle de véritables laboratoires néolibéraux.

En second lieu, le phénomène de la financiarisation de l'économie mondiale, et plus précisément l'hypertrophie du système financier international, a fait que le volume de circulation du capital financier international, spéculatif à plus de 90 %, se situe à environ 3 millions de dollars par jour, un chiffre cent fois plus élevé que celui correspondant à la circulation de biens dans le commerce mondial.

Dans ce nouveau contexte, le système capitaliste impérialiste a trouvé dans le FMI et la Banque Mondiale les principaux garants de son orthodoxie spéculative et privatisatrice, puisque ces institutions sont chargées de faire pression sur les pays périphériques pour qu'ils effectuent les ajustements (réductions des droits et privatisations) jugés nécessaires pour leur accord de nouveaux prêts. D'un autre côté, à travers ses structures type ONG, l'impérialisme tant européen qu'américain s'est chargé de promouvoir l'assistanat d'ingérence cherchant à soulager le mécontentement et à désactiver toute forme d'organisation et de revendication politique de fond des masses populaires appauvries.

Enfin, si dans l'axe oppressif-exploiteur du système capitalise, cette dimension expansive et financiarisée de la mondialisation néolibérale a creusé les niveaux d'inégalité dans et, surtout, entre les pays impérialistes et les pays dépendants, dans l'axe compétitif inter-bourgeois le néolibéralisme a consolidé la tendance caractéristique de l'impérialisme d'après-guerre qui, contrairement à ce qui s'est passé pendant la période classique (XIX^{ème} siècle et première moitié du XX^{ème} siècle) s'est développée dans un scénario marqué par l'absence d'affrontements belliqueux entre puissances impérialistes. Si, dans la phase néolibérale, les contradictions du bloc mondial dominant ne conduisent pas toujours à des conflagrations inter-impériales c'est, d'une part, parce qu'une association économique forte entre entreprises de différentes origines nationales (transnationale, multinationale) a été maintenue et consolidée et, d'autre part, en raison de la supériorité absolue et intimidante de l'un de ses principaux agents : les Etats-Unis.

C'est ainsi qu'au-delà des éléments strictement économiques qui caractérisent à la fois l'axe d'exploitation (mercantilisation et financiarisation expansive) et l'axe compétitif (association de capitaux) de cette nouvelle phase impérialiste, il existe un élément clé qui rend possible la particulière agressivité dans ces deux axes : le militarisme yankee. Comme ses prédécesseurs, l'impérialisme contemporain a besoin de se régénérer par la guerre. Ce qui a changé, ce sont les destinataires et les formes de développement de cette guerre. Les confrontations sanglantes entre les grandes puissances ont été remplacées par la dissuasion inter-bourgeoise et par des invasions impérialistes dévastatrices coordonnées par le commandement américain. L'ampleur de ces abus change en fonction des conjonctures mais le bellicisme est aussi structurel que la concurrence pour les avantages découlant de l'exploitation.

2.3 MILITARISME YANKEE

Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, le centre impérialiste a été constitué par la triade Union européenne, Japon et Etats-Unis ; ces derniers étant les leaders de ce centre. Depuis l'effondrement de l'Union Soviétique et la fin de la bipolarité de l'après-guerre, les Etats-Unis sont restés la seule superpuissance mondiale et a dirigé le projet néolibéral.

Ainsi, ce « centre du centre » a accumulé une puissance redoutable, jamais vue dans l'histoire de l'humanité intimement liée à son statut de seule superpuissance militaire de la planète, dont les dépenses en armement sont pratiquement équivalentes à celles du reste des nations, ce qui permet d'expliquer leur choix

d'un « keynésianisme militaire », et dont le déploiement territorial couvre un peu plus de 750 bases et missions militaires dans 128 pays. A travers la recherche d'étendre à toute la planète la Doctrine Monroe par une militarisation à outrance, s'inscrit l'omniprésence du discours légitimant « la guerre préventive », « la lutte antiterroriste » et/ou « l'intervention humanitaire », discours qui s'est imposé en bloc et sans aucune fissure après les attentats du 11 septembre 2001.

Cependant, si les institutions internationales (ONU, FMI, etc...), le Japon et l'Union européenne restent subordonnées aux priorités du complexe militaro-industriel et du gouvernement étasunien, nous sommes loin d'établir une équivalence entre cette subordination et celle qui existe entre pays dépendants et pays impérialistes. C'est une subordination inter-impérialiste basée sur des intérêts stratégiques communs où le gendarme étasunien fournit une protection internationale à toutes les classes dominantes, toujours plus transnationalisées.

D'autre part, si cette subordination n'est pas absolue, c'est parce que les Etats-Unis conservent une place prépondérante dans l'économie mondiale, avec ses entreprises fortement internationalisées qui dirigent de nombreux secteurs (innovation technologique) et avec le système financier le plus important de la planète (le dollar étant la monnaie de référence), les Etats-Unis sont également, contrairement à avant, le principal débiteur mondial, avec un déficit commercial élevé et une baisse significative de la productivité et de la compétitivité industrielle. Autrement dit, les Etats-Unis ont perdu la supériorité économique écrasante qui

soutenait initialement sa supériorité militaire. Les fondements du pouvoir ont été inversés et, à l'heure actuelle, les avantages militaires compensent la détérioration économique. La suprématie étasunienne ne présente plus le caractère absolu et intégral qui s'est manifesté dans la première moitié du XXème siècle, jusqu'à arriver au monde multipolaire dans lequel nous vivons.

3. OTAN, bras armé de l'impérialisme

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (en anglais NATO, North Atlantic Treaty Organization) est une alliance militaire intergouvernementale fondée sur le Traité de l'Atlantique Nord ou Traité de Washington signé le 4 avril 1949. Dans ce traité, douze pays des deux côtés de l'Atlantique (Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni) s'engageaient à se défendre mutuellement en cas d'agression armée contre

l'un d'eux. Le Traité s'inscrit dans le prolongement du Traité de l'Alliance Atlantique qui avait été signé l'année précédente par cinq pays européens (France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg et Royaume-Uni) et s'inscrivait dans un contexte de tension accrue en Europe Centrale après la Seconde Guerre Mondiale.

Après un premier élargissement avec la Grèce et la Turquie, qui entrèrent simultanément dans l'OTAN en 1952



le 23 octobre 1954 le Conseil de l'Atlantique Nord invita l'Allemagne de l'Ouest à adhérer à l'OTAN. L'entrée de la République Fédérale Allemande (RFA), effective le 6 mai 1955, fut le déclencheur d'une importante escalade de tensions de la Guerre Froide. Seulement huit jours plus tard, le 14 mai 1955, en réaction à l'entrée de la RFA dans l'OTAN, un groupe de pays signaient le Traité d'Amitié, de Coopération et d'Assistance Mutuelle, plus connu sous le nom de Pacte de Varsovie. Ces pays étaient l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la République Démocratique Allemande, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'Union Soviétique.

L'unique pays qui entra dans l'OTAN entre 1955 et 1999 fut l'Espagne, en 1982. Suite à la chute du Mur de Berlin en 1989, le Pacte de Varsovie a été dissous en 1991. Mais l'OTAN a continué et s'est même renforcée avec des pays d'Europe de l'Est. Entre 1999 et 2004, plusieurs anciens membres du Pacte de Varsovie (Bulgarie, Hongrie, Pologne, République Tchèque et Roumanie) intégrèrent l'organisation.

L'OTAN intervint pour la première fois au cours de la guerre de Yougoslavie, avec des actions militaires en 1995 et 1999. L'opération « Force Délibérée » en 1995 a été réalisée avec la participation de 400 avions et 5000 personnes entre les troupes au sol et les pilotes de 15 pays différents, du 30 août au 20 septembre 1995, contre les forces serbes de Bosnie. Quatre ans plus tard, en 1999, l'OTAN a bombardé la Yougoslavie durant la guerre du Kosovo, opération également connue sous son nom de code « Opération Force Alliée ». Ce fut, de fait, une guerre non déclarée entre la majorité des pays membres de l'OTAN et la République Fédérale

de Yougoslavie. Les attaques se déroulèrent entre le 24 mars et le 11 juin 1999. Les bombardements furent effectués unilatéralement par l'OTAN, sans autorisation préalable du Conseil de Sécurité de l'ONU, ce qui peut être considéré comme constituant des crimes de guerre.

En septembre 2001, les Etats-Unis ont invoqué pour la première fois l'Article 5 du traité fondateur, demandant de l'aide pour sa défense. Dès lors, les pays membres ont collaboré avec les Etats-Unis dans les guerres d'Afghanistan et d'Irak. L'article 4 du traité, qui prévoit la consultation des pays membres, a été utilisé quatre fois : une fois pour le conflit de Crimée et les trois autres pour la Turquie, en raison de la guerre en Irak et des attaques liées à la guerre en Syrie.

L'OTAN compte actuellement 28 pays membres (Albanie, Allemagne, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, Danemark, Etats-Unis, Estonie, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Royaume-Uni, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Turquie). L'OTAN est organisée avec une structure civile et une autre militaire, bien que le Traité fondateur de Washington ne fait aucune distinction entre structure civile et structure militaire. C'est la décision de la France de quitter temporairement le Commandement intégré en 1966 qui introduisit ces distinctions.

L'évolution de la situation internationale a déterminé l'adaptation continue de l'Alliance Atlantique aux changements de son environnement. En particulier, et selon des sources gouvernementales espagnoles, l'OTAN

repenne actuellement ses objectifs de sécurité suite à l'impact de la globalisation et à l'expansion du terrorisme, notamment après les attentats du 11 septembre 2001. Mais la réalité est que l'OTAN a été et continue d'être l'instrument de domination qui garantit la continuité des stratégies actuelles d'appropriation et de prédation des richesses et des ressources naturelles menées par ses membres dans le reste du monde.

3.1 OTAN, ET SA STRATÉGIE RÉNOVÉE

Depuis l'effondrement du bloc socialiste, non seulement l'OTAN n'a pas disparu mais elle a intégré de nouveaux membres à son action criminelle et a élargi les zones où elle se donne le droit d'intervenir militairement, ouvertement ou secrètement. Depuis les bombardements en ex-Yougoslavie qui ont permis la consolidation du capitalisme sauvage dans les pays d'Europe de l'Est dans les années 1990, en passant par les massacres en Irak et en Afghanistan, et le pillage des ressources de ces régions, l'OTAN a assuré au cours des dernières décennies le bouclier politico-militaire dont le bloc capitaliste impérialiste a besoin pour empêcher toute remise en cause de son hégémonie mondiale.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent directement les dernières interventions en Libye, en Syrie et en Ukraine. En effet, en favorisant le chaos et l'affrontement civil, l'OTAN cherche, en même temps, à déstabiliser et à contrôler ces régions qui forment de véritables liens stratégiques dans la lutte géopolitique féroce menée par les Etats-Unis et l'Union européenne contre la Russie et la Chine.

Une stratégie clairement assumée au cours du

sommet de l'OTAN réalisé au Pays de Galles en septembre 2014 lorsque fut adoptée la stratégie d'endiguement et de désactivation future de ces puissances émergentes. Pour cela, il a été décidé d'augmenter les dépenses militaires afin de créer une force de déploiement rapide et, comme si cela ne suffisait pas, il a été décidé les manœuvres militaires Trident Juncture fin 2015. Selon les termes du haut commandement militaire, il s'agissait « du plus grand déploiement de forces navales, aériennes et terrestres en Europe depuis 1944 ». Il est donc très clair que le bras armé de l'impérialisme se muscle pour faire face aux prochaines étapes stratégiques de son offensive régionale.

Dans cette offensive s'inscrivent directement les accords militaires signés par les Etats-Unis avec des puissances voisines ou, au moins, dans la zone d'influence chinoise (Singapour, Philippines, Australie, Corée du Sud et Japon) et les dernières inventions semi-secrètes au Moyen-Orient et en Ukraine. Dans le cas concret de l'Ukraine, après avoir organisé un coup d'Etat et amené au pouvoir une équipe combinée de néo-nazis et d'orthodoxes néo-libéraux, les Etats-Unis entendent enfermer militairement la Russie et achever le projet d'expansion de l'OTAN. En outre, bien que l'Union européenne ait jusqu'ici suivi toutes ses approches, les Etats-Unis veulent s'assurer qu'elle reste alignée à ses positions et court-circuite tout type de relation à moyen terme entre l'UE et la Russie : économiquement (sanctions contre la Russie) comme militairement (déploiement de troupes et d'armements en Estonie, Lettonie, Lituanie et Pologne).

Enfin, concernant le Moyen-Orient, les Etats-Unis, à travers l'OTAN, parient sur une déstabilisation permanente (« chaos contrôlé ») en utilisant toutes les ressources à sa disposition pour créer des tensions internes et des affrontements civils dans une zone historiquement clé pour obtenir le contrôle politique et économique global.

3.2 RENFORCEMENT DE L'OTAN AVEC LA NAISSANCE DE LA PESCO

La Coopération Structurée Permanente en matière de Défense (PESCO, selon son acronyme anglais) est une initiative, permises par le Traité de l'UE, qui habilite un groupe d'Etats membres à coordonner leurs objectifs dans le domaine de la sécurité, des marchés publics du matériel de guerre et de futures opérations conjointes de défense et de « paix ». L'organisation comprend 23 pays de l'Union européenne (tous sauf le Royaume-Uni, le Danemark, Malte, l'Irlande et le Portugal) mais est ouverte à tous les Etats membres qui aimeraient la rejoindre. Pour établir la PESCO, les pays concernés doivent auparavant remplir deux conditions : développer intensivement les capacités de défense qui permettent le développement des contributions nationales et la participation aux forces multinationales dans les principaux programmes européens d'équipements militaires et dans l'activité de l'Agence Européenne de Défense.

Les principaux engagements pris par les Etats lors de leur adhésion à la PESCO sont, entre autres, augmenter régulièrement les budgets de la défense pour atteindre des objectifs communs tels que l'augmentation des dépenses consacrées à la recherche et au développement

technologique en matière de défense pour les rapprocher des 2% des dépenses militaires totales.

La mise en place de la PESCO clarifie définitivement le projet appelé « Europe de la Défense » qui ne sera jamais une entité souveraine puisqu'elle répondra aux intérêts de la coalition atlantique. Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, explique bien ce qu'est la PESCO : en participant au Conseil des Relations Extérieures de l'Union européenne, Stoltenberg souligne, en effet, « l'importance, soulignée par de nombreux dirigeants européens, que la défense européenne se développe, non pas pour concurrencer l'OTAN, mais pour la compléter ».

Errusia inguratzen duten NATO eta AEBko base militarrrak



Base militarrrak

Aireko armada

Armada

Itsas armada



1 Afganistan



16 Italia



2 Alemania



17 Japonia



3 Saudi Arabia



18 Kirgizistan



4 Bahrain



19 Kosovo



5 Belgika



20 Kuwait



6 Bosnia-Herzegovina



21 Letonia



7 Bulgaria



22 Lituania



8 Qatar



23 Norvegia



9 Hego Korea



24 Polonia



10 Espainiar Estatua



25 Erresuma Batua



11 Estonia



26 Errumania



12 Grezia



27 Tajikistan



13 Groenlandia



28 Turkmenistan



14 Herbehereak



29 Turkia



15 Irak



4. Conséquences de l'OTAN

4.1. DOMMAGES ÉCONOMIQUES ET STRUCTURELS

L'économie syrienne, cinq ans après le conflit, a provoqué la diminution du développement humain du pays. Selon les chiffres du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), la Syrie a enregistré des pertes économiques de 203 milliards de dollars jusqu'à la fin de 2014, un chiffre équivalent à quatre fois son Produit Intérieur Brut (PIB) à prix constants de 2010. Alors que le chômage touche environ 3 339 000 personnes, soit 54,3 % de la population active. En outre, la Syrie possédait l'un des meilleurs systèmes éducatifs. Le taux d'alphabétisation était de 90 % et presque tous les enfants allaient à l'école. Après plus de cinq années de conflit armé, quelques trois millions d'enfants syriens ne vont plus en cours. Sans parler de l'effondrement du système de santé, qui a laissé la population complètement vulnérable.

Pour sa part, la Libye, quatre ans après la mort de son dirigeant Mouammar Kadhafi et l'invasion de l'OTAN, est passée du pays africain avec le revenu par habitant le plus élevé à un pays avec une économie dévastée. A l'heure actuelle, les différences sociales ont été accentuées, augmentant la violence tribale qui, ajoutée à la présence d'Al-Qaïda et de l'Etat islamique, a transformé le pays en un Etat ingouvernable et instable.

L'Afghanistan est un autre des pays ayant connu une intervention depuis l'effondrement du régime taliban en 2001 et se trouve avec une économie arriérée. Les conséquences de la guerre ajoutées à l'instabilité

politique, l'absence totale de bonne gestion et d'administration, ainsi que le manque d'aide économique des pays étrangers ont empêché le pays de progresser économiquement.

Le Yémen est le troisième pays à s'être levé pendant le « Printemps arabe » en 2011 et depuis 2014 il fait face à des conflits internes dus aux affrontements entre le gouvernement et les Houthis, dans lesquels une coalition dirigée par l'Arabie Saoudite (avec Oman, l'Egypte et la Jordanie) ruinent complètement son économie en raison de bombardements constants de la coalition contre ses infrastructures, en cherchant à plonger le pays dans une dépendance économique totale.

Pendant ce temps, l'Irak, à partir d'une supposée possession d'armes de destruction massive, est devenu l'un des pays avec un paysage désolé. Le pays se trouve dans une situation de problèmes ethniques entre les Arabes (divisés et en confrontation interne entre chiites et sunnites) et les Kurdes (sunnites dans leur immense majorité). De plus, depuis la guerre, le secteur industriel est complètement ruiné et tout cela en partie parce que le service d'électricité n'a pas encore été rétabli, ce qui a causé une grave situation sociale produite par le chômage des jeunes et l'émigration des meilleurs professionnels qui cherchent à obtenir de meilleurs niveaux de vie.

Concernant l'Ukraine, entrée en conflit avec la Russie pour la République de Crimée, a vu sa situation économique se détériorer. En 2014, son PIB a baissé de 7,4 % selon la Banque Nationale d'Ukraine et en 2015 l'économie

s'est contractée de 16,3 % selon le Ministère de l'Economie ukrainien. La monnaie (hryvnia) a été dévaluée et les infrastructures industrielles et de transport ont été détruites. En outre, la guerre et la perte des territoires de Donetsk et Lugansk ont affecté le pays pour l'accès aux ressources énergétiques (les deux régions ayant d'énormes stocks de charbon).

4.2. MORTS, RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS

On estime qu'il y a eu environ 310 000 morts en Syrie, parmi lesquels 104 000 civils selon l'Observatoire Syrien pour les Droits Humains. Parmi les participants directs au conflit, les estimations sont de 37 000 morts parmi les combattants rebelles et islamistes opposés au Gouvernement de Bachar al-Assad ainsi que 2 000 soldats et officiers déserteurs liés à l'opposition. Le nombre de réfugiés est estimé à 10 millions dont 4 millions à l'étranger.

Pour sa part, en Libye, depuis le début du conflit, l'ONU estime le nombre de morts à 36 000 ainsi que 434 000 déplacés internes et 500 000 personnes ayant tenté d'émigrer.

En Afghanistan, selon l'ONU, depuis son invasion par l'empire étasunien et britannique, les estimations font état d'un total de 100 000 morts, tandis que les victimes civiles ont atteint 16 % au cours des quatre premiers mois de 2015, avec 974 morts et 1 963 blessés. Dans le même temps, on dénombre plus de 2 590 000 réfugiés et quelques 500 000 déplacés internes.

Au Yémen, il y a eu plus de 5 700 morts, avec un total de 500 000 déplacés et 1,5 million de réfugiés selon le gouvernement yéménite.

Depuis 2003, en Irak, le conflit a fait plus de 500 000 morts et le nombre de personnes déplacées dépasse les deux millions.

En Ukraine, l'ONU a enregistré plus de 8 000 morts, dont plus de 2 000 civils et 1,5 million de déplacés internes à l'heure actuelle.

4.3. L'EUROPE ET LES RÉFUGIÉS

Selon les chiffres du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR), on estime à plus de 51,2 millions le nombre de réfugiés et déplacés dans le monde en raison de conflits, dépassant pour la première fois les chiffres de la Seconde Guerre Mondiale.

Bien que chacune des grandes guerres qui se déroulent actuellement sur la scène internationale aient des contextes et des réalités distinctes, elles partagent toutes un dénominateur commun : l'encouragement de l'Union européenne et des Etats-Unis pour la recherche du pétrole, des ressources énergétiques et la situation stratégique des pays concernés.

D'après les chiffres du HCR, jusqu'en août 2015, plus de 380 000 migrants et réfugiés sont arrivés en Europe par la Méditerranée, la pire crise de réfugiés depuis la Seconde Guerre Mondiale. Sur le nombre total de réfugiés qui arrivèrent en Europe en 2014, 258 000 allèrent en Grèce, 121 000 en Italie et 2 000 en Espagne.

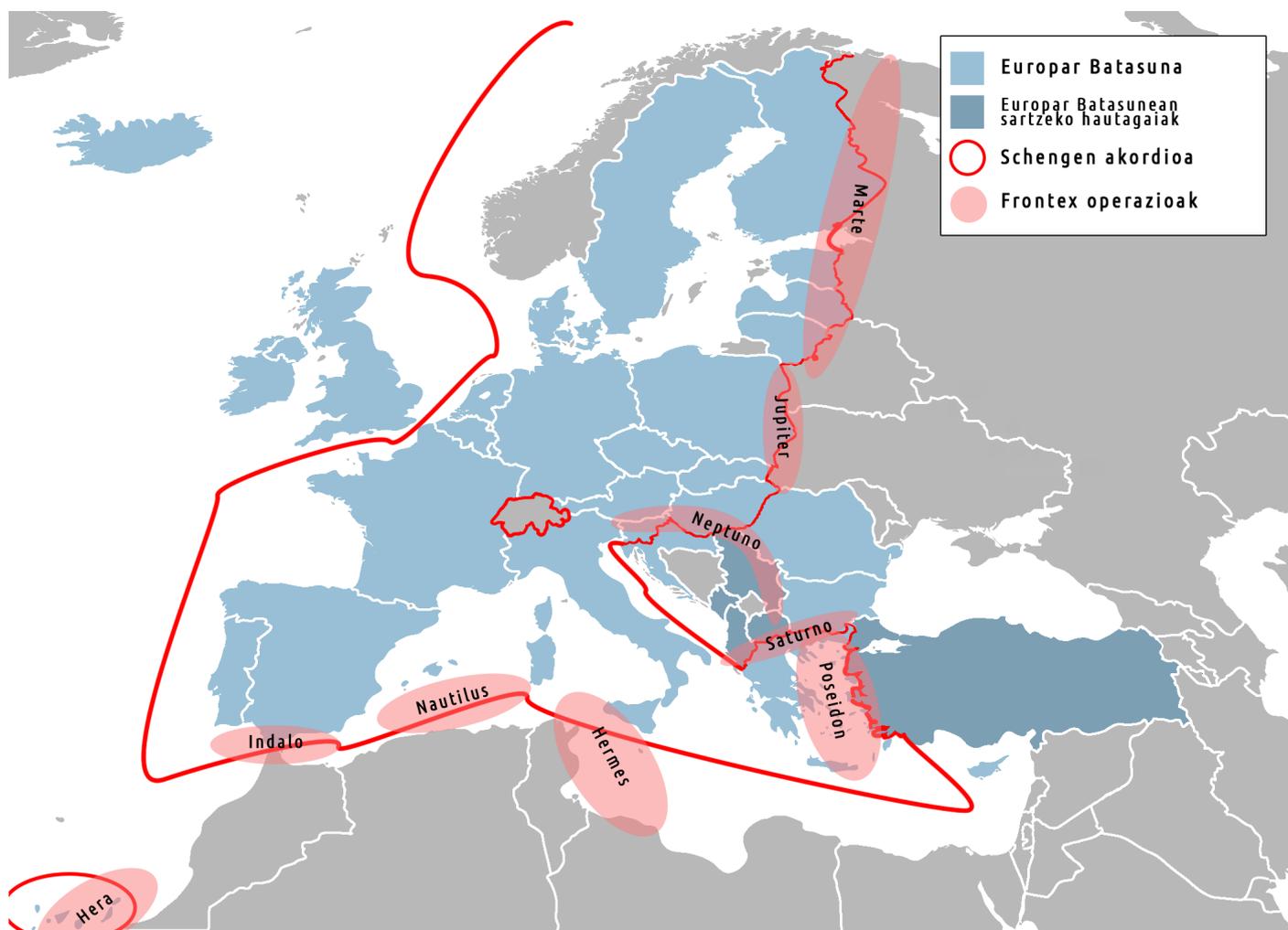
L'invasion de l'OTAN a eu de graves conséquences pour le peuple afghan. Selon le HCR, en

en 2014, le nombre de réfugiés afghans en Europe a augmenté de 65 %, dont 50 000 de manière clandestine. De même, l'Afghanistan était le pays qui comptait le plus d'enfants migrants dans le monde en 2014. Parmi les 34 000 mineurs non accompagnés ayant demandé l'asile, plus de 8 600 étaient Afghans.

Le HCR signale, dans son rapport « Monde en Guerre : déplacement forcé en 2014 », que le nombre de réfugiés irakiens en Europe est de 132 000. Avec une étude rigoureuse, ces chiffres pourraient au moins être doublés. En août 2014, le HCR a mené un exercice de profilage auprès de plus de 2 500 Irakiens arrivés en Turquie. Près de la moitié des personnes interrogées ont déclaré avoir échappé aux attaques de l'Etat islamique et 20 % ont déclaré avoir fui par peur des attaques du même

groupe. Près de la moitié des personnes interrogées étaient de familles kurdes, 33 % étaient Arabes.

En Libye, il y a eu plus de 430 000 personnes déplacées. Plus d'un demi-million de tentatives de migration vers l'Europe. Le nombre de réfugiés libyens répartis entre l'Europe et les pays voisins était de 2 300 en 2012, 4 300 en 2013, 5 200 en 2014 et 3 300 en 2015. Les bateaux qui partent de Libye pour l'Italie et d'autres pays méditerranéens ne sont pas entièrement composés de Libyens mais aussi d'Africains fuyant d'autres conflits provoqués par l'Occident. Ceux-ci viennent d'Afrique sub-saharienne et se déplacent vers la Libye à travers de grands carrefours migratoires comme Agadez (Niger), Tamanrasset (Algérie) ou Khartoum (Soudan).



Selon le HCR, le nombre de personnes ayant traversé la Méditerranée vers l'Europe en 2015 dépasse les 300 000. L'organisme estime à plus de 2 500 le nombre de morts pendant ces traversées.

Concernant la Syrie, le nombre de réfugiés et de déplacés ne peut être plus tragique : respectivement 4 millions et 7,5 millions. En 2015, la Grèce seule (surtout les îles de Kos et Lesbos) a vu arriver plus de 124 000 réfugiés, la majorité venant des trois pays les plus affectés par la guerre « Made in USA and OTAN » : Syrie, Afghanistan et Irak. La proportion de réfugiés syriens en Grèce représente 69 % du total, suivis par les Afghans (20 %) et les Iraquiens (3 %).

Pendant ce temps, au Yémen, bien que cela a eu moins d'incidence en Europe, le HCR estime qu'il y a 250 000 réfugiés, 1,2 million de déplacés internes et 15,2 millions de personnes ne bénéficiant pas des soins sanitaires de base.

4.4. VIOLENCE DE GENRE : PAYS D'ORIGINE, AU COURS DU TRAJET ET DESTINATION

La Libye, ce pays que l'Union européenne considère comme sûr pour les migrants, est depuis longtemps dans le viseur des organisations de défense des Droits Humains ainsi que des organisations internationales. L'Organisation Internationale pour les Migrations a dénoncé récemment l'existence d'un marché d'esclaves dans ce pays. Femmes et hommes sont vendus pour 200 à 500 dollars. Nous pouvons imaginer le sort des femmes et des jeunes filles.

Un rapport des Nations Unies souligne que, au moins, une femme réfugiées ou déplacées sur cinq a subi des violences sexuelles D'un

autre côté, 60 % des décès maternels auraient pu être évités si ces femmes étaient des régions avec des services sanitaires adéquats.

Médecins Sans Frontières signale que 800 femmes meurent chaque jour de complications pendant la grossesse et l'accouchement, mais le chiffre, selon la propre organisation « est seulement une partie à laquelle s'ajoutent des problèmes comme la transmission du VIH de la mère à l'enfant, des fistules obstétriques, des violences sexuelles ou des avortements dangereux qui mettent en danger la vie des femmes ».

En résumé, les violences se produisent dans les pays d'origine (le viol comme arme de guerre, les mutilations génitales, les « crimes d'honneur », les mariages forcés...), lors du trajet (viols, traites d'esclaves notamment des femmes et des jeunes filles) et dans les lieux de destination (viols, règlements et installations non adaptées).

4.5. CE QUE SUPPOSE LES GUERRES IMPÉRIALISTES POUR LES MEMBRES DE L'OTAN

Ces guerres répondent aux intérêts géostratégiques, géopolitiques et économiques des grandes puissances, d'où elles cherchent un nouvel ordre politique et une nouvelle répartition coloniale. Cependant, elles ont également causé des coûts à ses principaux promoteurs, bien que le nombre de victimes ne soit pas précis.

En Syrie, selon les calculs de l'Etat-Major étasunien, la formation et le soutien aux mercenaires coûte autour de 500 millions de dollars par an. En ce qui concerne les opérations de l'OTAN, 20 % du financement est

assuré par les Etats membres d'Europe tandis que les contributions les plus importantes proviennent des Etats-Unis et du Canada.

En Libye, les dépenses militaires officielles du gouvernement étasunien ont atteint, selon le Pentagone, 1 100 millions de dollars, sans compter les dépenses « cachées » telles que les soins médicaux aux troupes ainsi que les prêts demandés pour financer les opérations.

La guerre d'Afghanistan, quant à elle, est le plus long conflit militaire de l'histoire étasunienne. Elle a coûté au pays environ un billion de dollars et nécessitera plusieurs centaines de millions de dollars supplémentaires, selon les calculs du « Financial Times ». Alors que la guerre d'Irak a coûté approximativement deux billions de dollars, sans compter les sommes dépensées pour soutenir l'intervention de la coalition au Yémen.

L'Ukraine, en revanche, est devenue une grande opportunité de gagner de l'argent pour l'empire étasunien. En plus d'essayer d'atteindre son principal objectif politique, qui est d'enfermer la Russie, les industries militaires ont augmenté les ventes de son équipement militaire sophistiqué, comme le système de défense antimissile MEADS et le chasseur de nouvelle génération F-35 aux pays membres de l'OTAN. Tout semble indiquer un allongement possible du conflit car cela profite aux entreprises d'armement.

4.6. LA PESCO ET L'AUGMENTATION DES DÉPENSES MILITAIRES DE L'UNION EUROPÉENNE

La première façon de réaliser cet engagement militaire de l'Union européenne est que les Etats membres augmentent leurs propres dépenses dans le secteur militaire. La PESCO stipule que parmi « les engagements communs les plus ambitieux et les plus difficiles », il y a « l'augmentation périodique en termes réels des budgets de la défense pour atteindre les objectifs convenus ». Au budget sans cesse croissant de l'OTAN, auquel appartiennent 21 des 27 pays de l'Union européenne, s'ajoute maintenant le Fonds Européen de Défense à travers lequel l'UE alloue 1,5 milliard de dollars par an pour financer les projets de la recherche sur les technologies militaires et l'achat de systèmes d'armes communs. La somme mentionnée est seulement le montant initial et est destinée à croître au fil des ans.

En plus de l'augmentation des dépenses dans le secteur militaire, les engagements fondamentaux de la PESCO concernent aussi « le développement de nouvelles capacités et la préparation pour participer ensemble à des opérations militaires ». Ces capacités complètent les exigences de l'OTAN qui, lors du Conseil de l'Atlantique Nord tenu le 8 novembre 2017, a décidé d'adapter la structure de commandement pour augmenter, en Europe, « la capacité à renforcer les alliés rapidement et efficacement ».

Pour cela, ont été créés deux nouveaux commandements : un Commandement pour l'Atlantique, dont la mission consistera à maintenir « libres et sûres les lignes maritimes de communication entre l'Europe et les Etats-

-Unis, vitales pour notre alliance atlantique » et un Commandement pour la mobilité, chargé « d'améliorer la capacité de mouvement des forces militaires de l'OTAN à travers l'Europe ».

Pour que les forces et l'armement puissent se déplacer rapidement sur le territoire européen, selon le secrétaire général de l'OTAN, il est nécessaire que les Etats européens « éliminent de nombreux obstacles bureaucratiques ». Beaucoup a été fait depuis 2014 mais il reste beaucoup à faire pour « mettre pleinement en œuvre les lois nationales qui facilitent le passage des forces militaires à travers les frontières ». L'OTAN, ajoute Stoltenberg, doit également disposer d'une capacité de transport suffisante en Europe pour les soldats et les armements, une capacité qui provient en grande partie du secteur privé.

Plus important encore, l'OTAN a également besoin qu'en Europe « s'améliorent les infrastructures civiles - tels que les routes, les ponts, les voies ferrées, les aéroports et les ports - d'une manière qui s'adapte aux exigences militaires de l'OTAN ». En d'autres

, les Etats européens devront payer les travaux nécessaires pour adapter les infrastructures civiles aux usages militaires. Par exemple, un pont présentant des caractéristiques techniques suffisantes pour garantir la circulation des automobiles et des camions commerciaux devra néanmoins être renforcé pour permettre le passage des chars d'assaut.

C'est dans cette stratégie que s'insère la PESCO, l'expression des cercles dirigeants européens qui, malgré des intérêts qui ne coïncident pas avec les cercles étasuniens, s'alignent, dans le cadre de l'OTAN, quand entre en jeu les intérêts fondamentaux de l'Occident, qu'un monde en changement met en danger. Ils nous parlent ainsi de la « menace russe » à laquelle cette « Europe unie » qui, pendant qu'elle réduit les dépenses sociales et ferme ses frontières intérieures aux migrants, augmente les dépenses militaires et ouvre ses frontières internes à la libre circulation de soldats et chars d'assaut.



4.7. QUE SUPPOSENT LES DÉPENSES MILITAIRES ET L'APPARTENANCE À L'OTAN ET À LA PESCO EN EUSKAL HERRIA ?

La complexité d'analyser les dépenses militaires espagnoles annuelles se basent sur plusieurs éléments. D'abord, il existe une multitude d'acteurs de ces dépenses mais seul le Ministère de la Défense les rend publiques, les autres étant cachées. L'intérêt de cette action est politique car cela cache la majorité du budget militaire à la société. Si nous suivons les critères de l'OTAN, les différents acteurs et dépenses révélés par le Budget Général de l'Etat sont :

- Ministère de la Défense : 7 999 623 €
- Autres ministères : 3 324 260 €
- Autres institutions de l'Etat (Maison Royale, Cortes generales, Tribunal des comptes, Centres universitaires de la Défense) : 15 430 000 €
- Autres postes budgétaires (Classes passives militaires) : 3 585 220 €
- Organismes Autonomes Militaires : 1 702 020 €
- Dette militaire : 17 577 460 €

Cette analyse est des plus rigoureuses et réelles mais incomplète. Pour évaluer convenablement le Budget Militaire espagnol il faudrait y ajouter les dépenses militaires des : Communautés Autonomes, Députations, Mairies. Et, même ainsi, les dépenses militaires ne seraient pas complètes puisqu'il faudrait y ajouter les dépenses effectuées par des entreprises privées.

Pour connaître les dépenses militaires d'Euskal Herria, même avec toutes les difficultés en raison du manque de données, en comptant

uniquement la partie des accords concernant la CAV et la Navarre avec l'Etat espagnol, le budget serait de 647 169 470 € l'année dernière.

Par contre, si on y ajoute Ipar Euskal Herria, il faudrait y ajouter la partie apportée par les Basques au budget de l'Etat français. Données qui sont aujourd'hui cachées par l'Etat.

5. Influences de l'OTAN en Euskal Herria

5.1. CHAMP DE TIR DES BARDENAS

Le champ de tir des Bardenas Royales, est le seul aérien dont dispose l'armée espagnole et l'alliance atlantique (OTAN) en Europe; son emplacement, les Bardenas est un espace naturel dont les paysages, la culture et la nature ont une valeur exceptionnelle.

Son implantation est le leg de la plus dure époque franquiste. L'accord fut signé en 1951 entre une atypique entité qui gère un territoire singulier, la Junta des Bardenas et le gouvernement espagnol. La date détermina le fait que des intérêts supérieurs ne permettaient pas de tenir compte de la volonté populaire.

Durant de nombreuses années, ce champ de tir fut utilisé aussi par l'armée nord-américaine, via des accords bilatéraux. Sa présence dans les Bardenas et dans la base de Saragosse dura jusqu'à 1991, quand l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN rendit inutile la tutelle étasunienne. A compter de ce jour, le champ de tir fut utilisé par tout Etat de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), impliqué dans des guerres, intensifiant son utilisation au cours des jours et des nuits qui précèdent les bombardements dans la guerre du Golfe, des Balkans, en Irak, ou plus récemment en Lybie.

La trentaine d'accidents qui ont eu lieu, montre la dangerosité de ce champ de tir dans les Bardenas. Dans la liste des sinistres, il y a des avions écrasés, des bombes perdues et des explosions en dehors de la zone d'entraînement.

Voici les données connues, malgré le secret qui enveloppe le domaine militaire.

Pour autant, certains accidents parlent d'eux-mêmes du risque que représente cette installation militaire ; le dernier survenu en 2000 en est un bon exemple, un avion est tombé à deux petites secondes de vol de la localité aragonaise de Ejea de los Caballeros, qui a une population de quinze mille habitants.

Ils violent constamment les normes de sécurité, comme l'interdiction de survoler les zones habitées, ou réaliser des vols et exercices nocturnes. A ces risques, il faut ajouter les habituels dérangements produits fondamentalement par les bruits et les vibrations.

Il n'a jamais été possible d'évaluer les autres dégâts environnementaux, comme la contamination atmosphérique, les résidus toxiques et dangereux, l'utilisation d'uranium appauvri et un large etc. L'hermétisme militaire, et la moindre importance que les différents gouvernements (central, autonome, local et traditionnel) lui ont donné, empêche qu'au jour d'aujourd'hui on puisse savoir avec certitude quel type d'armement est testé dans le champ de tir des Bardenas, et si cela peut affecter les personnes et l'environnement.

Le syndrome des Balkans accentua les suspicions dans les peuples alentours. Selon des données officielles sur l'incidence du cancer, la zone aragonaise des Cinco Villas (la plus proche de la zone de tir) se trouve bien au-dessus de la moyenne.

5.2. RADAR DE GORRAMENDI

Il y a quelques dizaines d'années, l'installation, les installations complémentaires et de services, se construisirent sur la plaine d'Intzulegi (Nafarroa 1953-1974). Les deux grandes antennes ressortaient clairement de la silhouette de la cime du mont Gorramakil, deux immenses écrans de contrôle et communications, la Troposcatter Comm System.

En théorie, la base se partageait avec l'armée de l'air espagnole, pourtant dans la pratique le contrôle des vols et communications était exclusivement nord-américain. Le réseau de Gorramendi atteignait un radio de 555 milles, depuis l'Angleterre jusqu'à Soller à Mallorca et la base de Rota à Cádiz.

L'existence de la base marqua un choc de cultures considérable dans la vie simple et routinière de la vallée du Baztan. Sur le plan intérieur, les habitants de la base y vivaient comme dans n'importe quelle localité des Etats-Unis et le dollar était la seule monnaie qui circulait, mais les soldats apparaissaient aussi vers Elizondo et d'autres localités. Les hélicoptères des USAF (forces aériennes nord-américaines) arrivaient chaque jour depuis Torrejón de Ardoz ou Saragosse, avec le courrier, la presse américaine et les paquets que recevaient les soldats de leurs familles.

Ce qu'il en restait à Gorramendi fut nettoyé il y a des années, mais à Gorramakil à 1087 mètres d'altitude, on peut toujours voir plaques de béton et d'énormes vis des ancrages ayant appartenu aux écrans troposphériques.

5.3. LE PORT DE BILBAO

Le port de Bilbao est un des points de sortie d'un commerce évalué à 4000 millions d'euros dans l'Etat espagnol, qui le situe au septième rang du classement global de ventes d'armes. Plus d'une fois le modèle d'autorité portuaire de Bilbao et sa permissivité dans l'envoi de matériel et un approvisionnement d'armes destinés à l'Arabie saoudite. Ces recours militaires sont employés dans la guerre monarchie absolutiste saoudienne contre le Yémen.

L'association de défense des droits des réfugiés critiquent la « responsabilité morale » du président de l'autorité portuaire, Asier Atutxa, qui est démontrée par son feu vert à cette « philosophie » commerciale.

Selon Atutxa, le port "est une infrastructure critique" et le mur prévu ne se construit pas pour "une question d'immigration", mais bien pour "assurer la sécurité aux marchandises et aux passagers", bien qu'il ait aussi signalé que dans le port de Bilbao il y a « tout type de marchandises ». En 2017 plus 300 containers contenant des « explosifs » ont été envoyé depuis le port de Bilbao.

Le pompier biscayen Ignacio Robles fut sanctionné pour acte de désobéissance après refusé de participé aux travaux de contrôle d'un des chargements qui contenaient 26 containers d'explosifs avec pour destination l'Arabie saoudite.

5.4. INSTITUTIONS, ENTREPRISES, BANQUES ET UNIVERSITÉS

Nous venons mettre l'accent sur les différentes

questions et implications qui font que les guerres et les conflits armés que nous voyons exploser à des milliers de kilomètres et qui nous inquiètent et sont si scandaleux, sont, bien plus que nous le pensons, aussi nos guerres.

Les armes qui s’y utilisent sont vendues par des entreprises et grandes productions militaires qui sont subventionnées par des institutions basques dirigées des partis basques, auxquels nous contributeurs basques apportons les budgets ; ces armes sont étudiées et développées dans les universités et les centres éducatifs basques, où se trouvent les enseignants étudiants basques, elles sont fabriquées par des travailleurs basques qui, quand ils demandent plus de travail sont soutenus par les centrales syndicales basques elles-mêmes soutenues par une part non-négligeable de la population... qui, en grande partie, est la même population basque qui se mobilise ensuite contre les guerres.

5.4.1. Institutions complices

Les institutions sont les principaux promoteurs des exportations de l’industrie de l’armement, y compris les ventes interdites. Le troisième mécanisme «anti-crise» lancé pour les entreprises militaires a été d’intensifier tous les mécanismes institutionnels pour soutenir l’exportation d’armements made in Spain o made in Basque Country.

Elles le sont tout d’abord, avec l’impulsion au niveau de l’Etat. Constantino Méndez (PSOE, 2008-2011), le secrétaire d’État à la Défense de l’époque, a été l’un des premiers à parler clairement. Il a annoncé le développement continu d’un plan de soutien à l’exportation pour

l’industrie du secteur espagnol de la part du Ministère de la Défense”. Selon M. Méndez lui-même: «Nous ne voulons pas seulement que des entreprises d’autres pays viennent nous voir, mais nous avons l’intention de détecter les créneaux et les opportunités d’activités d’intérêt pour notre industrie. (...) La demande nationale n’est pas suffisante pour absorber la capacité de production de notre industrie; l’ouverture aux marchés étrangers la rendra moins dépendante de l’argent public. “ Le soutien public à l’industrie ne provenait pas seulement du ministère de la Défense, mais aussi de celui de l’Industrie et de l’Économie et du Trésor, ainsi que des chancelleries.

Cette dynamique de soutien de l’État aux exportations touche à l’extrême de la permissivité, sinon de la connivence ou de la participation directe, même avec des exportations illégales. Par exemple, ni plus ni moins que le ministre de la Défense getxotarra Morenés (PP, 2011-2016), qui n’a eu aucun scrupule à déclarer publiquement que, malgré le fait que la loi interdise la vente de matériel d’armes aux pays où il peut être utilisé pour réprimer la population interne ou violer les droits de l’homme, l’État espagnol peut vendre des armes à ces pays parce que «rien n’est parfait en politique».

Parmi les mesures qui favoriseront les industries et leurs exportations d’armes, figure le soutien de l’UE à l’Agence européenne de l’armement, approuvée en 2014. Pour la première fois, les entreprises militaires pourront accéder à des fonds structurels, notamment aux programmes Horizon 2014-2020, avec une allocation de 80 000 millions d’euros destinés à trois domaines: avions sans pilote, cyberdéfense et satellites.

Les grands «commerciaux» de l'industrie de l'armement, la connivence et l'implication des institutions publiques et de leurs dirigeants ne se limite pas à l'aide, au sauvetage ou à la reconnaissance sociale, mais couvre une autre question aussi scandaleuse qu'obscène: le rôle d'authentiques «commerciaux» joué par certaines de ces institutions pour les entreprises d'armement, à commencer par le chef de l'État espagnol. Un des derniers «services» que le chef de l'Etat précédent offrait était précisément celui d'organiser un voyage à la recherche de nouveaux contrats. C'est pourquoi il choisit le golfe Persique, et était accompagné de ministres qui comprennent l'industrie (Défense et Industrie, qui les finance), ainsi que plusieurs dizaines d'entrepreneurs.

5.4.2. Industrie militaire basque

Euskal Herria a le malheur de compter plus d'une centaine d'entreprises dédiées à l'industrie militaire, en partie ou dans l'ensemble de sa production. Dans leurs sous-secteurs respectifs de la production militaire, certains d'entre eux figurent parmi les premiers postes au niveau de l'État. Nombre d'entre eux ont aussi des subventions et / ou des aides économiques et politiques de l'administration basque.

Il est temps de parler des grands coupables, car le bon déroulement de leurs affaires dépend en grande partie de l'éclatement des guerres et des conflits armés (ou de leur menace). Voici les entreprises basques les plus importantes, principales responsables de cette entreprise macabre: Gamesa / Aernnova, La Sener militar, ITP et SAPA parmi beaucoup d'autres

5.4.3. Les banques

Nous ne pouvons conclure ce travail sur les implications de la société basque dans la fabrication d'armes sans mentionner la question de la Banque Armée. C'est-à-dire des banques et des entités financières qui investissent dans l'industrie militaire ou la financent. Ce sont probablement ceux qui profitent le plus de la production et de la vente d'armes sans devoir, généralement, payer le coût social minimum.

Dans un monde financier aussi «délocalisé» qu'aujourd'hui, nous ne centrons pas l'implication de la société basque sur l'existence de «banques basques» qui s'enrichissent par le commerce des guerres, mais sur la population basque dont les économies sont déposées dans ces banques ou institutions financières - qu'elles soient basques ou non - qui les utilisent pour investir dans la fabrication d'armes et faire des affaires de guerre.

5.4.4. Les universités publiques basques et l'OTAN

Le degré de collaboration-complicité de l'UPV / EHU avec l'industrie militaire et le militarisme, répond à une politique réellement décidée par les organes de décision de



l'UPV / EHU. Le Conseil des gouverneurs de l'UPV / EHU (la plus haute instance décisionnelle) a approuvé la participation de l'UPV / EHU à la plate-forme technologique aérospatiale espagnole. Dans le cadre de cette nouvelle politique, ils veulent pouvoir compter sur la participation d'universités et de centres de recherche ayant une expérience dans le domaine de l'aérospatial, entre autres, avec l'UPV / EHU, en tenant compte de l'expérience de l'École d'ingénierie de Bilbao de par sa salle de classe aéronautique. La plateforme a été créée dans l'objectif de s'imposer comme un organe de référence pour le secteur espagnol en relation avec les besoins et les stratégies du secteur aérospatial, tant civil que de défense et de sécurité.

Mais pour réaliser où le PAE évolue vraiment, il n'y a pas d'autre moyen que de se concentrer sur les partenaires qui le composent. Parmi ses neuf partenaires, nous en trouvons trois qui nous donnent l'indice: INTA, TEDAE et DGAM. Parce qu'il s'avère que l'INTA est l'Organisation Autonome du Ministère de la Défense pour la R & D & I, TEDAE n'est ni plus ni moins que l'employeur du secteur espagnol de l'armement et la DGAM, la Direction Générale Armement et Matériel du Ministère de la Défense.

Collaborer et participer à des programmes de recherche militaire n'est malheureusement pas le seul moyen actif de soutenir l'industrie militaire et le militarisme utilisés par l'UPV / EHU. Ainsi, et continuant avec ce qui est déjà devenu une tradition honteuse (puisqu'ils la pratiquent depuis des années), nous nous retrouvons dans la BOE du 14 novembre 2016, dans la section Autres Provisions correspondant au Ministère de la Défense, la résolution *pour*

que l'accord de collaboration avec l'Université du Pays Basque / Euskal Herriko Unibertsitatea pour l'organisation et le développement d'une conférence sur la paix, la sécurité et la défense est publié. L'accord devait se faire en deux jours à la Faculté des sciences sociales de Leioa et la loi de Donostia.

Mais ce qui dans ce champ de collaborationnisme militariste de l'UPV / EHU dépasse tous les niveaux d'impudicité académique ce sont les jours du cours d'été développé les 4 et 5 septembre 2017, au Palais Miramar, sous le titre général de la sécurité et la défense en Europe, qui, dans une description plus détaillée, souligne l'objectif suivant : *"Pendant le cours, la position de l'OTAN et le développement des récents mandats du Conseil européen sur la sécurité et la défense seront analysés."*

Par ailleurs, à l'UPNA, Ramón Gonzalo occupe actuellement le poste de directeur du département de génie électrique et électronique. Parmi ses recherches les plus remarquables figurent les conceptions d'antennes des satellites Hispasat, les nouvelles caméras d'imagerie pour les aéroports, les applications domotiques et les caméras d'imagerie médicale. Il est membre du comité directeur de l'Institut virtuel des métamatériaux européens et représentant espagnol du ministère de la Défense dans différents groupes de travail sur la recherche et la technologie de l'OTAN.

Nous ne devons pas oublier, même si ce ne sont pas des universités publiques, que l'Université de Navarre et l'Université Mondragón participent aussi à l'industrie de l'armement, ainsi qu'aux différentes structures des organisations et des plates-formes du ministère espagnol de la Défense.

6. Mouvements contre l'OTAN

Parler d'un mouvement social contre l'OTAN, c'est aussi parler d'un mouvement antimilitariste et anti-guerre, comprenant comme tel le rejet et les mobilisations contre les attaques perpétrées par les États impérialistes et leurs armées.

Depuis sa création, il y a eu de nombreuses manifestations et rassemblements contre cette organisation, notamment face à l'installation de bases militaires et la réalisation de manœuvres ou les interventions à caractère «humanitaire» dans des pays en guerre, comme l'Afghanistan.

D'un point de vue théorique, ce n'est pas avant les années 1960 que les Nouveaux Mouvements Sociaux (féminisme, écologisme, antimilitarisme, etc.) commencent à se consolider. Cependant, en repassant chronologiquement les faits, le 30 mars 1949 en Islande (cinq jours avant la signature du Traité de l'Atlantique Nord) l'une des premières protestations contre l'alliance militaire a lieu, avant la décision du Parlement de convertir le pays dans l'État membre

6.1. YOUGOSLAVIE

L'attaque, considérée même par une partie de la société comme un crime de guerre, a fait place à une série de mobilisations mondiales, principalement en Europe, mais aussi dans des pays comme la Chine, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou les États-Unis.

En Hego Euskal Herria, des rassemblements hebdomadaires ont commencé dans les différentes capitales pendant la guerre, ainsi que différentes manifestations de protestation.

À Sofia (Bulgarie), près de 20 000 personnes se sont rassemblées pour réclamer la fin des bombardements de l'OTAN et, à Londres, une marche sous le slogan «Stop aux bombardements de l'OTAN en Yougoslavie» a accueilli 10 000 manifestants.

6.2. AFGHANISTAN ET LYBIE

Bien que différentes études et enquêtes, telles que celles publiées par le Pew Global Attitudes Survey ou le Daily Telegraph, aient abouti à un avis favorable au retrait des troupes d'Afghanistan de la part des populations des pays membres de l'OTAN, la mobilisation sociale a été à peine transcendante. Un éventuel épuisement de la part du mouvement social contre la guerre en Irak ou la manipulation des objectifs des missions peuvent expliquer cette faible mobilisation.

De même, l'intervention en Libye en 2011, qui avait pour but de renverser le président Mouammar Kadhafi par la vague de violence émanant des groupes fondamentalistes, a provoqué une grande controverse de la part des citoyens, du mouvement social et des différents gouvernements internationaux. Alors que les secteurs les plus critiques ont souligné les intérêts financiers et l'exploitation des ressources dans le pays, connu pour ses sources d'or

et de pétrole, comme la principale cause de l'attaque, en plus de la mort de civils, d'autres, dont des agents progressistes et même des gauchistes ont défendu l'action de l'Alliance, laissant libre cours à l'extrémisme islamique, comme Al-Qaïda ou l'État islamique sur tout le territoire libyen.

6.3. MOUVEMENT ANTI OTAN: SARDAIGNE, ETAT ESPAGNOL...

Faire une lecture générale du mouvement anti-OTAN, comme nous l'avons mentionné au début, repose principalement sur le mouvement antimilitariste et, d'une certaine manière, pacifiste, et se manifeste surtout à des moments précis ou avec des objectifs spécifiques (mobilisations contre les guerres et les attaques auxquelles participe le traité atlantique, contre des bases militaires, des sommets internationaux ...).

Sur l'île de Sardaigne 16 bases de l'OTAN ont été installées, dont la Maddalena, créée en 1972, qui l'une des plus controversées et dangereuses. Finalement, l'armée américaine a cédé aux pressions et a démantelé le centre militaire en 2008.

Dans l'État espagnol, nous pouvons trouver, par exemple, la marche vers la base navale de Rota, à Cadix, qui se fait depuis plus de 30 ans. Mais aussi, des campagnes et des mobilisations qui se sont développées au fil des ans contre la présence de différentes bases et manœuvres militaires menées, notamment celles où la présence américaine a été plus grande (Rota, Zaragoza, Bétera ...).

6.4. MOUVEMENT ANTI OTAN EN EUSKAL HERRIA

Dans le cas de Hego Euskal Herria (avec la Catalogne et les îles Canaries), le rejet de l'OTAN s'est clairement reflété dans les résultats obtenus lors du référendum de 1986. Mais si nous faisons une lecture plus approfondie de ces processus d'action collective, nous devons garder à l'esprit d'abord, le KEM-MOC (Kontzientzia Eragozpen Mugimendua - Mouvement d'Objection de Conscience) et ensuite le Mouvement Insumiso. Le premier a surgit dans les années 70, revendiquant le droit de remplacer le service militaire obligatoire par le service social. Bien qu'à ses débuts il réunissait principalement des personnes de caractère religieux, au fil des ans le profil de ses membres évolua jusqu'à acquérir une coupe antimilitariste. Plus tard, dans la seconde moitié des années 80, l'insubordination fut finalement imposée comme moyen de protestation et de désobéissance.

Dans un cadre anti-OTAN plus concret, nous devons souligner les activités et les mobilisations contre le champ de tir des Bardenas. Le 3 juin 1979, le Jour de la Terre au cours duquel la paralysie de la centrale nucléaire de Lemóniz et le démantèlement du champ de tir ont été revendiqués, fut convoqué à Tuter. Au milieu de la journée, face à une violente charge policière, un groupe de manifestants a riposté par un sit-in sur l'un des ponts qui traversaient l'Èbre. La tentative des forces de sécurité de dissoudre la manifestation s'est soldée par l'assassinat de la jeune militante écologiste Gladys del Estal par une balle dans la nuque, tirée par le garde civil José Martínez Sala, qui n'a purgé que dix-huit mois de prison.

Des années plus tard, en 1987, la Marche contre le champ de tir a été reprise par Asamblea Antipolígono, qui en était alors à sa 30e édition. En outre, la plate-forme Bardenas Libres 2018, développe une activité permanente avec des assemblées régulières et différents actes de protestation et soulève l'objectif de mener une consultation populaire sur le démantèlement du champ de tir.

Sur le plan Euskal Herria, durant les années 1980 et coïncidant avec l'entrée de l'État espagnol dans l'OTAN et les protestations contre le service militaire, le mouvement féministe y a activement participé et créé ses propres manifestations, en particulier dans les capitales où des manifestations ont eu lieu presque chaque semaine, et récemment une marche féministe et antimilitariste a eu lieu à Santurtzi (Bizkaia) en 2018.

6.5. LE MOUVEMENT FÉMINISTE CONTRE LES GUERRES IMPÉRIALISTES ET L'OTAN

L'une des protestations les plus importantes des femmes contre la guerre, fut le siège de femmes à la base de la Royal Air Force Greenham Common, en Angleterre, le 5 septembre 1981. Un groupe de Galloises mena une marche de Cardiff (Pays de Galles) à Newbury pour exprimer son rejet de la décision du gouvernement d'utiliser des missiles de croisière, des drones chargés d'explosifs ou des ogives nucléaires. Le camp s'est maintenu pendant pas moins de 20 ans. Les missiles ont été installés en 1989, mais en 1992, l'armée de l'air des États-Unis, qui utilisait la base pendant la guerre froide, a abandonné les lieux. En 1997, la décision de convertir Greenham Common en jardin public fut approuvée et, en 2001, le camp a finalement été levé.

Un autre des mouvements notables est celui appelé "Women in Black". Apparue en 1988 à l'initiative de l'activiste Hagar Roublev contre l'occupation de la Palestine par Israël. Le mouvement s'est étendu aux manifestations contre la guerre du Golfe, des Balkans ou l'Afghanistan, jusqu'à acquérir un caractère international féministe-pacifiste.

7. Conclusions et lignes de travail

À ce stade, il ne nous reste plus qu'à souligner que l'OTAN est plus vivante que jamais. Cet outil de l'impérialisme est né pour soutenir les intérêts du centre impérialiste dans les pays périphériques et il continue à le faire sans aucun pas en arrière. L'offensive lancée après la chute du mur de Berlin est claire, et les événements ne laissent pas penser que cela va changer.

Nous devons garder à l'esprit que l'OTAN n'a pas seulement des répercussions dans les pays qu'elle attaque, mais qu'elle a aussi toutes sortes de liens économiques, politiques, idéologiques et militaires avec Euskal Herria. Par conséquent, il sera important de travailler de notre point de vue internationaliste et anti-impérialiste sur ces lignes de travail:

Dénoncer les attaques impérialistes, où qu'elles se produisent, gardant la même force quel que soit le pays qui est attaqué. La souveraineté de tout pays est également importante, quelles que soient les contradictions que cela peut entraîner pour nous. Par cela, nous devons dénoncer toute attaque que l'OTAN mène dans n'importe quelle coordonnée du monde.

Nous devons également dénoncer les conséquences que ces attaques impérialistes apportent aux pays attaqués. C'est avec une force particulière que nous devons aborder la question des réfugiés et de leur traitement à la fois sur leur chemin vers notre pays, comme à leur arrivée. Nous devons dénoncer l'Union

qui a élevé un mur invincible dans toute la Méditerranée, à travers des patrouilleurs et des accords signés avec la Turquie. Toutes les prisons à ciel ouvert qui ont été créées dans toute l'Europe pour empêcher la libre circulation des réfugiés sont également inacceptables.

Nous ne devons pas oublier de dénoncer l'ensemble du réseau militaire d'Euskal Herria. En commençant par l'industrie militaire, en passant par le rôle des institutions, des universités et des banques. Il est également important de dénoncer le rôle joué par le port de Bilbao dans la distribution des armes. Tous sont des exemples du réseau militaire qui existe dans Euskal Herria, qui rend possible la réalisation des intérêts de l'OTAN et donc de l'impérialisme occidental.

Enfin, et non moins important, nous devons travailler à faire disparaître le champ de tir des Bardenas. Nous savons que ce champ de tir est une preuve de notre manque de souveraineté, puisqu'il remplit une fonction militaire pour l'OTAN alors qu'en 1986, Euskal Herria lui avait clairement dit non. Nous devons redoubler d'efforts pour que, tôt ou tard, ils doivent fermer ce champ de tir. En ce sens, l'année 2018 sera très importante, puisqu'ils veulent renouveler le contrat à usage militaire. Nous ne les laisserons pas faire! Bardenas libres maintenant!

En ce sens, nous appelons les organisations politiques, syndicales et populaires à ne pas reculer devant l'impérialisme. Que, avec nous et avec le mouvement internationaliste tout entier, nous travaillons à affaiblir cette organisation terroriste et criminelle à la fois à l'intérieur de nos frontières et en dehors d'elles.

8. Bibliographie

- <https://gasteizkoak.org/wp-content/uploads/2017/05/estas-guerras-son-muy-nuestras.pdf>
- https://mundo.sputniknews.com/trend/europa_otan_presencia_2014/
- https://www.youtube.com/watch?v=r-275VObhP_E
- <https://elviajerohistorico.wordpress.com/2017/09/21/base-americana-en-gorramendi/>
- <http://www.argia.eus/albistea/euskal-herriko-unibertsitatearen-kolaborazioak-industria-militarrarekin-eta-espainiako-defentsa-ministerioarekin>
- <https://www.lahaine.org/mundo.php/nacimiento-de-la-pesco-hija>
- <https://www.cear.es/situacion-actual/>
- https://www.cear.es/wp-content/uploads/2017/11/CEAR_GUIA-DIDACTICA_v6.pdf
- <https://www.telesurtv.net/bloggers/Problemas-de-la-paz-y-la-guerra-en-el-capitalismo-actual-20160309-0006.html>